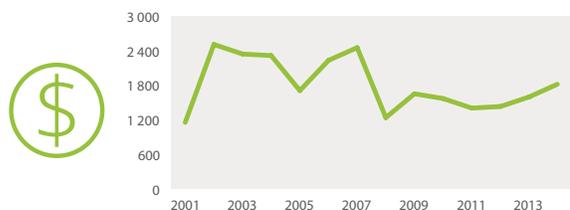


MAURITANIE

Léa Vicky Magne Domgho, Souleymane Guèye et Gert-Jan Stads

DÉPENSES DE LA RECHERCHE AGRICOLE

Millions d'ouguiyas
(prix constants 2011)

1 810,8

Millions de dollars PPA
(prix constants 2011)

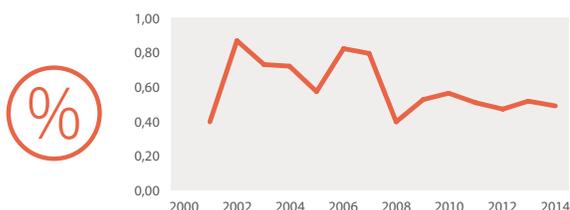
15,6

48,5

37,9

51,3

INTENSITÉ DES DÉPENSES

Pourcentage du
PIBA consacré à la
recherche agricole

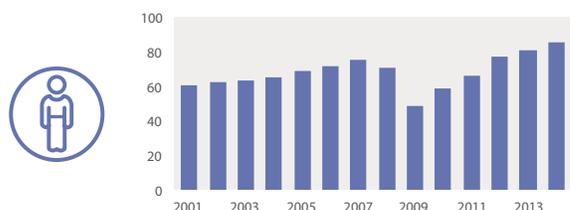
0,49%

1,01%

0,38%

1,15%

CHERCHEURS AGRICOLES

Équivalents
temps plein

86,0

310,8

285,7

124,4

Proportion de
diplômés MSc et PhD

69%

99%

96%

100%

Notes: Les données ci-dessus sont celles de 2014. La recherche menée par le secteur privé à but lucratif a été exclue de cette fiche en raison du manque de données. Vous trouverez à la page 4 des informations sur l'accès à d'autres ressources, les procédures et méthodologies, les acronymes et les définitions. Voir www.asti.cgiar.org/fr/Mauritania/directory pour un aperçu des agences mauritaniennes impliquées dans la recherche agricole.



Volatilité des dépenses

Le climat aride fait qu'en Mauritanie, l'agronomie et la zootechnie jouent un rôle moins important que dans nombre de pays ouest-africains. En 2014, l'IMROP, dont les recherches principales portent sur les pêcheries, absorbait la majeure partie des dépenses de recherche agricole nationale. Les fortes fluctuations périodiques de son financement suite à l'expiration et au renouvellement de divers traités de pêche conclus avec l'Union européenne sont la cause principale de la grave volatilité des fonds total annuel que le pays investit dans la recherche agricole.



De faibles capacités humaines

Les déficits financiers, l'absence de "masse critique" de scientifiques qualifiés et le délabrement des infrastructures limitent les résultats de recherche du CNRADA et du CNERV et, donc, leur impact sur la production végétale et animale mauritanienne. Grâce au PPAO, projet d'envergure financé par la Banque mondiale, ces centres devront pouvoir parer au plus pressé sur le plan des ressources humaines. Au demeurant, il faut redresser les inégalités de statut et de salaire opposant les chercheurs du CNRADA et du CNERV à ceux de l'IMROP et de l'enseignement supérieur.



Réforme institutionnelle

Le PSA financé par la Banque mondiale devait, en 2004, aboutir à l'établissement d'un plan national de la recherche agricole et à la fusion du CNRADA et du CNERV en un seul institut national. Or, 12 ans plus tard, il faut toujours d'urgence doter la Mauritanie d'une stratégie nationale de S&T plus efficace, améliorer la coordination de sa recherche agricole et renforcer ses instituts de recherche agronomique et zootechnique. Une revitalisation de la recherche agricole mauritanienne est impensable sans une ferme volonté politique et un engagement financier correspondant.

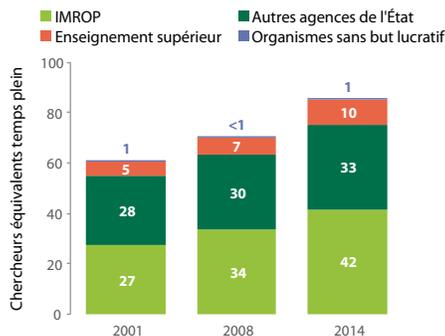


Participation du secteur privé

En Mauritanie, le secteur privé ne réalise que très peu de recherches agricoles. Au lieu de recruter des chercheurs propres, la plupart des grandes entreprises agricoles sous-traitent leur recherche en la confiant à l'IMROP, au CNRADA ou au CNERV. La seule exception que l'on ait pu identifier est l'entreprise laitière Top Lait dont les 3 chercheurs ÉTP effectuent des recherches en rapport avec l'amélioration génétique du bétail, le fourrage et la santé animale.

Composition institutionnelle de la recherche agricole mauritanienne

On note une croissance significative de l'effectif total de chercheurs au cours des années 2001–2014, mais la composition institutionnelle de la recherche agricole a peu évolué. En 2014, les organismes gouvernementaux occupaient 87% des chercheurs, les établissements d'enseignement supérieur 12% et les organismes sans but lucratif 1%.



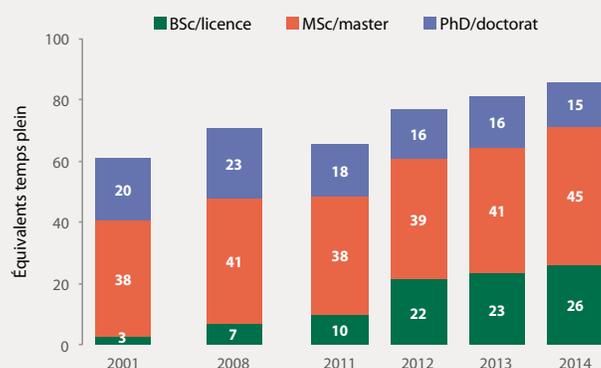
Répartition par organisme des chercheurs agricoles mauritaniens

En Mauritanie, la recherche agricole est le propre de 8 organismes: 4 gouvernementaux, 3 d'enseignement supérieur et 1 sans but lucratif. L'IMROP (halieutique) emploie près de 50% des chercheurs ÉTP du pays. Le CNRADA (agronomie) et le CNERV (zootechnie) viennent en deuxième et troisième place, employant, en 2014, respectivement 16 et 13 ÉTP.

Chercheurs agricoles, 2014	ÉTP
Organismes gouvernementaux	
IMROP	42
CNRADA	16
CNERV	13
CNLA	4
Établissements d'enseignement supérieur	
École Normale Supérieure	3
Institut supérieur des études technologiques	4
Université de Nouakchott, Département de Biologie	3
Agences sans but lucratif	
Association des professionnels de l'élevage	1
Total	86

Répartition des chercheurs agricoles mauritaniens, par diplôme

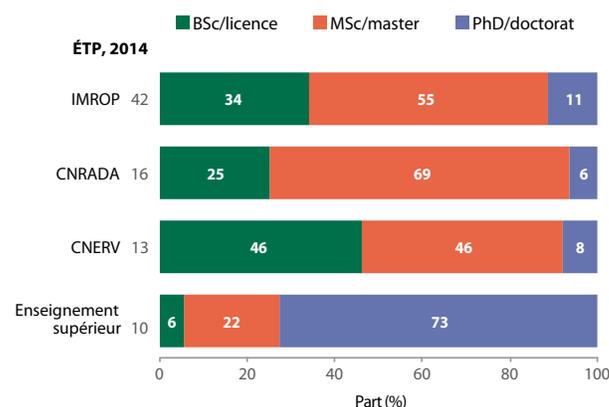
La baisse du nombre de chercheurs avec PhD depuis 2008 entraîne le manque d'une masse critique de scientifiques bien qualifiés. La croissance récente des capacités s'est plus produite parmi les chercheurs de niveau BSc et MSc. Les chercheurs mauritaniens sont en moyenne moins qualifiés que leurs homologues dans la plupart des pays ouest-africains.



Note: Sont exclues les données du personnel de soutien de niveau BSc employé à l'IMROP qui n'ont pas le statut officiel de chercheur.

Chercheurs agricoles de la Mauritanie par agence/secteur et par diplôme

Alors que depuis 2014 la majorité des chercheurs agricoles des organismes gouvernementaux n'ont qu'un BSc ou MSc, le secteur de l'enseignement supérieur emploie près des trois quarts des chercheurs agricoles de niveau PhD. Il est en effet plus attractif: car les salaires y sont plus élevés et l'âge de la retraite fixé à 65 ans (au lieu de 60 ans).



Répartition des chercheurs agricoles mauritaniens, titulaires d'un PhD ou d'un MSc, par discipline

La Mauritanie manque de chercheurs qualifiés dans bien des disciplines. Malgré l'importance de la sélection végétale et animale, de la pédologie ou de la socioéconomie, le CNRADA, le CNERV et le CNLA n'employaient en 2014 aucun diplômé PhD dans ces disciplines. C'est en halieutique que l'on trouve le plus grand nombre de diplômés MSc et PhD.

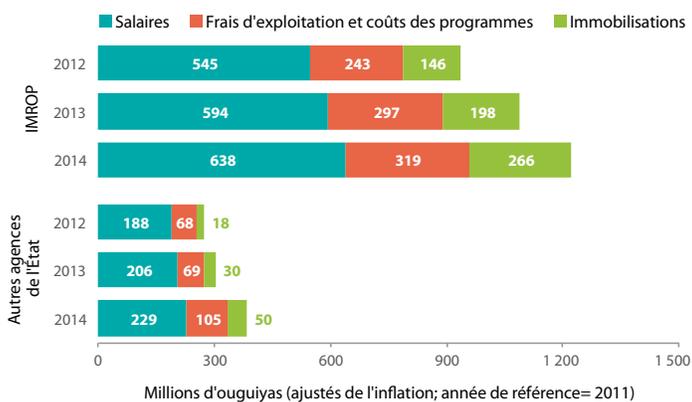
Chercheurs agricoles, 2014	ÉTP		Part (%)	
	MSc/master	PhD/docteurat	MSc/master	PhD/docteurat
Sélection végétale/génétique (y compris biotechnologie)	1	–	2	–
Phytopathologie	1	–	3	–
Physiologie des plantes	1	<1	2	5
Botanique	1	–	2	–
Science et technologie des semences	2	1	5	13
Autres sciences agronomiques	2	–	5	–
Élevage	1	–	2	–
Médecine vétérinaire	5	–	12	–
Autre animal et de l'élevage	–	–	–	–
Zoologie/entomologie	1	1	3	13
Sylviculture et agroforesterie	–	–	–	–

Chercheurs agricoles, 2014	ÉTP		Part (%)	
	MSc/master	PhD/docteurat	MSc/master	PhD/docteurat
Pêcheries et ressources aquatiques	15	4	36	50
Sciences du sol/pédologie	1	–	2	–
Gestion des ressources naturelles	–	–	–	–
Gestion de l'eau et de l'irrigation	1	–	2	–
Écologie	5	–	11	–
Conservation de la biodiversité	3	1	7	13
Sciences alimentaires et nutrition	–	–	–	–
Socioéconomie (y compris économie agricole)	2	–	5	–
Autres sciences	–	<1	–	5
Total	42	8	100	100

Note: Sont exclues les données relatives aux secteurs de l'enseignement supérieur et à but non lucratif.

Dépenses des organismes gouvernementaux par catégorie de coût

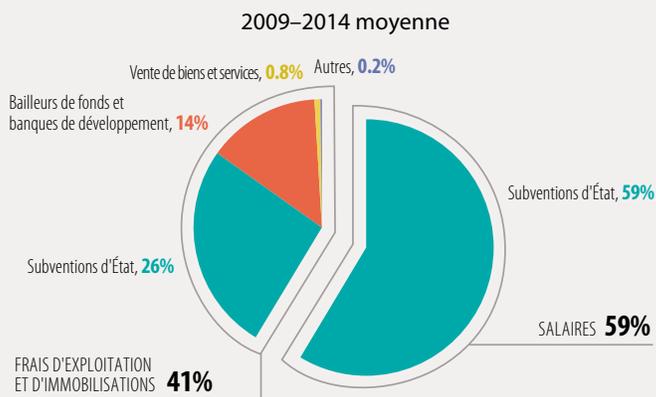
L'augmentation progressive des dépenses de l'IMROP et des autres organismes gouvernementaux entre 2012–2014 reflète principalement la croissance des coûts d'exploitation et des immobilisations. L'IMROP investit un peu plus dans les immobilisations et réserve une part moindre de son budget aux salaires que ne font les autres organismes publics.



Note: La catégorie Autres agences de l'État inclut le CNRADA, le CNERV et le CNLA

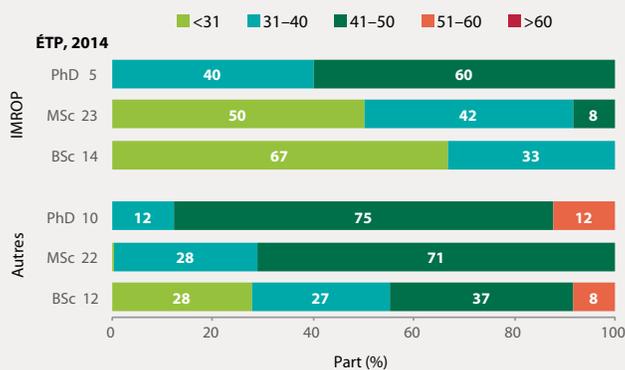
Comparaison des dépenses et rentrées des organismes gouvernementaux

La subvention d'État couvre les dépenses salariales de l'IMROP, du CNRADA, du CNERV et du CNLA et une grande partie de leurs coûts d'exploitation. En 2009–2014, les bailleurs de fonds contribuaient 14% du financement total combiné de ces organismes, tandis que les recettes de la vente de biens et de services comptaient pour moins d'1%.



Répartition des chercheurs agricoles mauritaniens, par tranche d'âge

En 2014, près de 60% des chercheurs agricoles mauritaniens avaient moins de 40 ans, ce qui a mis le pays dans une situation bien distincte de celle de nombreux pays ouest-africains. Les chercheurs de l'IMROP sont particulièrement jeunes. Sans surprise, les titulaires d'un doctorat sont en général plus âgés que leurs collègues avec un MSc ou BSc.



Part des femmes chercheuses en Mauritanie

De 2008 à 2014, la participation des femmes à la recherche mauritanienne a presque triplé, passant de 5 à 14%. Or les chercheuses agricoles demeurent grossièrement sous-représentées au sein de leurs organismes. Les institutions employant le plus grand nombre de femmes sont le CNERV (31%) et l'IMROP (16%).



Par diplôme, 2014

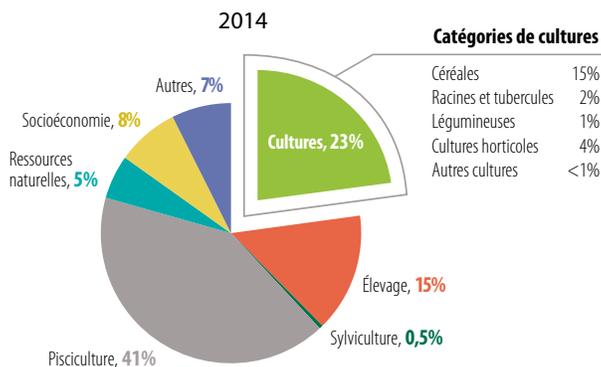
BSc/licence	18%	MSc/master	13%	PhD/doctorat	13%
-------------	-----	------------	-----	--------------	-----

Par catégorie d'âge, 2014

< 41	6%	41-50	27%	> 50	0%
------	----	-------	-----	------	----

Répartition des chercheurs agricoles mauritaniens, par filière

Vu l'aridité de son climat, la Mauritanie accorde une place moindre aux recherches agronomiques et zootechniques. La recherche halieutique domine son programme de recherche agricole, absorbant 41% de l'effectif total des chercheurs agricoles en 2014. Les cultures les plus étudiées sont le riz, le blé, le maïs, les légumineuses, les haricots, les pommes de terre, les patates douces et le sorgho.



Variétés végétales émises par un nombre choisi d'organismes de recherche agronomique

Le CNRADA, principal organisme de recherche agronomique, mène des recherches sur les céréales, les cultures horticoles, le quinoa, le palmier dattier, les racines et les tubercules, mais entre 2012 et 2014, il n'a émis aucune nouvelle variété. À comparer avec les résultats de deux pays voisins: 17 nouvelles variétés au Sénégal et 14 au Mali.

Culture	Nombre de variétés, 2012–2014		
	CNRADA Mauritanie	ISRA Sénégal	IER Mali
Niébé	–	5	–
Arachide	–	10	–
Maïs	–	1	3
Mil	–	–	3
Riz	–	–	3
Sorgho	–	1	3
Blé	–	–	2
Autres	–	–	–
Total	–	17	14

Ressources pour la Mauritanie

Cette fiche d'information présente les récentes données sur les performances de la recherche agricole en Mauritanie. Elle se concentre essentiellement sur des informations relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles et aux résultats de la recherche, tout en mettant en exergue les tendances, les défis et les changements institutionnels. Des ressources additionnelles sont disponibles sur www.asti.cgiar.org/fr et comprennent :



La page interactive se rapportant à la Mauritanie présente des données se rapportant aux investissements et aux capacités de la recherche agricole, un outil pour explorer et télécharger ces données, et des hyperliens pour accéder à une variété de publications spécifiques.



L'outil d'analyse comparative permet de classer et de comparer des indicateurs de recherche agricole de différents pays africains.



L'outil de téléchargement de données permet d'accéder à des graphiques et des ensembles de données ASTI plus détaillés pour la Mauritanie et bien d'autres pays.



L'annuaire ASTI répertorie les organismes effectuant la recherche agricole en Mauritanie, en spécifiant leur emplacement et quelques indicateurs clés.

The screenshot shows the ASTI website interface for Mauritania. At the top, there are navigation tabs for 'Actualités', 'Données', 'Résumé', 'Publications', 'Partenaires', and 'Présentation'. Below this is a header with the ASTI logo and the text 'INDICATEURS RELATIFS AUX SCIENCES ET TECHNOLOGIES AGRICOLES'. The main content area features a map of Mauritania and a sidebar with the title 'Fiche d'information' and sub-sections for 'Données complètes', 'Établissements de R&D (en pourcentage)', and 'Plus d'infos'. The main text area is titled 'MAURITANIE' and contains three columns of text: 'Validité des données', 'Des talents humains', and 'Bonne institutionnelle'.

Procédures et Méthodologies ASTI

- ▶ Les **données sous-jacentes à cette fiche** ont été obtenues principalement par la tenue d'enquêtes primaires, bien que certaines données proviennent de sources secondaires ou des estimations.
- ▶ Par **recherche agricole**, ASTI entend celle du secteur public, de l'enseignement supérieur et du secteur à but non lucratif ; est exclue la recherche conduite par le secteur privé à but lucratif en raison de l'insuffisance des données disponibles.
- ▶ Pour calculer ses statistiques sur les ressources humaines et financières, ASTI se base sur l'**équivalent temps-plein (ÉTP)**, qui prend en compte la proportion de temps effectivement consacré à la recherche par rapport au temps accordé à d'autres activités.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale de 2011 et en **dollars de parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011**. En comparant les prix d'un plus grand éventail de biens et services locaux — par contraste à des biens et services échangés sur les marchés internationaux — les PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des différentes devises que ne le font les taux de change officiels.
- ▶ Les montants que **dépense le secteur de l'enseignement supérieur** pour sa recherche font l'objet d'une estimation, car il s'avère impossible de les isoler des autres dépenses du secteur.
- ▶ Notez que l'**arrondi des décimaux** peut faire en sorte que le total soit supérieur ou inférieur d'une unité à la somme des parts.



Pour de plus amples informations sur les procédures et méthodologies ASTI, consultez www.asti.cgiar.org/fr/methodology.

Sigles et acronymes

CNERV	Centre National d'Élevage et de Recherches Vétérinaires
CNLA	Centre National de Lutte Antiacridienne
CNRADA	Centre National de Recherches Agronomiques et de Développement Agricole
ÉTP	Équivalents temps plein
IMROP	Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches
INRA	Institut national de recherche agricole
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux de change)
PPAAO/WAAP	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
R&D	Recherche et développement
S&T	Sciences et technologies

CONCERNANT ASTI ET IFPRI

En collaboration avec un vaste réseau d'institutions internationales et d'organismes nationaux et régionaux de R&D agricole, **le programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles** constitue une source fiable d'information sur les systèmes de R&D agricole du monde en développement. ASTI relève de l'**Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)** qui, en tant que membre du CGIAR, propose des solutions empiriques aux problèmes de la faim, la malnutrition et la pauvreté.

ASTI/IFPRI remercie les organismes de R&D agricole ayant participé et contribué à la collecte des données et à la rédaction de cette fiche d'information. ASTI remercie également la Fondation Bill & Melinda Gates et le programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés d'avoir apporté un soutien généreux à ses travaux en Afrique subsaharienne. Cette fiche constitue un produit ASTI direct qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation par des pairs ; les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions de l'IFPRI.

Copyright © 2017 Institut international de recherches sur les politiques alimentaires. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse ifpricopyright@cgiar.org si vous souhaitez rééditer le texte intégral.